

Si les pays en développement ont de la difficulté à protéger leur environnement physique, nous en subissons nous aussi les effets. Le fait qu'ils pensent ne pas pouvoir suivre des politiques de l'environnement appropriées signifie que leur potentiel de développement économique est affaibli, et a des conséquences écologiques et économiques qui nous affectent tous.

Et si nous sommes incapables de coopérer comme nous le devons pour garantir une croissance économique mondiale stable, avec des marchés libres, nos programmes d'aide au développement et les efforts des pays en développement eux-mêmes n'auront guère de bienfaits durables.

Le Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'OCDE joue un rôle essentiel dans le maintien du volume et de la qualité de notre aide. Il nous oblige aussi à réfléchir de façon plus approfondie sur le rôle que jouent nos programmes et politiques d'aide pour encourager le développement. C'est pourquoi nous nous réjouissons du travail entrepris par l'OCDE pour situer notre effort de coopération pour le développement dans le contexte des défis qui nous attendent dans les années 1990. Nous espérons que notre réunion de l'an prochain nous permettra de voir les fruits de ce travail.

Les résultats préliminaires de l'analyse du Comité d'Aide au Développement sont en accord avec la politique canadienne, telle qu'elle a été définie dans notre stratégie de l'aide publiée l'an dernier.